



Coopération au développement Ouverture des 12^e Journées européennes du développement (JDD)

Page 10

Les éditions
Sciences-Campus Info

Politique - Science - Education - Société - Economie - Technologies

Le Quotidien Numérique

du lundi 12 juin 2017
7 Jrs/7

d' Afrique

N°418

02 BP 5805 Ouagadougou 02 Tél: +226 76 60 97 21/ +226 25 37 36 39 BURKINA FASO Téléchargeable

Appellez le + 226 76 60 97 21/ 72 08 05 05
Contactez nous par redaction@sc-mail.info

Faites vos annonces ici
Impactez comme jamais avant..
Espace spécialement réservé pour vous.

Découvrez vos offres d'emploi à partir de la page 17.

**L'orpaillage au Sud-Ouest
Les chercheurs d'or
sont sommés d'arrêter
temporairement le travail**

Page 4



**44^eme réunion du Conseil
des ministres de l'OHADA
:Le ministre René BAGORO à
Conakry**

Page 14



**Les Hommes d'affaires
française et Burkinabè passent
en revue les actions de la
France au Burkina Faso**

Page 2



**Aide au développement : La
Société financière internationale
entend renforcer son intervention
au Burkina Faso**

Page 7



Les Hommes d'affaires française et Burkinabè passent en revue les actions de la France au Burkina Faso

Région du Centre



Pour Mathieu Bayala (avec le micro), président du CHAFB, il est bon de savoir ce que la France fait au profit du Burkina.

Le Club des Hommes d'affaire Franco-Burkinabè a organisé le jeudi 08 juin 2017 à Ouagadougou un dîner-débat autour du thème « L'action de la France au Burkina Faso ». A travers ce dîner, les hommes d'affaires de ces deux pays entendent harmoniser leurs actions pour des résultats plus probants.

C'est le domicile de l'ambassadeur français au Burkina qui a servi de cadre dans la soirée de ce jeudi 08 juin 2017, pour ces hommes d'affaires de la France et du Burkina de se rencontrer pour parler et évaluer l'action que la France mène au profit du Burkina Faso.

La France est un partenaire



Les membres du club ont répondu présents à cette rencontre.

La suite à la page 3.

SOCIÉTÉ

La suite de la page 2.

sûr du Burkina. Elle participe d'une manière ou d'une autre au rayonnement des affaires au Burkina. C'est ce qu'a fait savoir Mathieu B Bayala, président du Club des Hommes d'affaire. « Cette rencontre a permis à l'ambassade de France de dire ce que fait la France au Burkina Faso et aussi aux uns et autres de comprendre le rôle que joue la France dans les domaines économiques, éducatifs et financiers, et cela était important de le savoir », a-t-il souligné.

Il faut noter que le Burkina bénéficie de l'appui de la France dans plusieurs domaines. Pour Xavier LAPEYRE de CABANES, ambassadeur de France au Burkina Faso, cette rencontre est d'une importance capitale car pour lui, elle permettra de donner de plus amples informations sur ses missions. Ce qu'il n'a d'ailleurs pas manqué de le faire. « Nous travaillons avec les autorités politiques du Burkina Faso et avec toute la société civile. Notre activité est également de coopération dans plusieurs domaines, comme la sécurité où les forces françaises appuient le Burkina Faso avec le Mali ».

Les domaines tels que la culture et l'éducation ne sont pas en reste et Xavier APEYRE de CABANES de le signifié : « nous intervenons également dans le domaine éducatif. Les étudiants burkinabè étudiants en France sont actuellement au nombre de 1500. Nous leur accordons des bourses d'études en master, en doctorat »

La soirée a également été l'occasion pour deux nouveaux membres d'intégrer le club. Il s'agit de Wendkuni Zeba et de Alain Tiendrébéogo. C'est par acclamation que les nouveaux membres



Xavier LAPEYRE de CABANES, ambassadeur de France au Burkina Faso.



Mathieu B Bayala, président du Club des Hommes d'affaire.

ont été admis dans le club. une centaine de membre.

En rappel, la création du Club des Hommes d'affaires Franco-burkinabè s'inscrit dans le cadre d'instaurer un espace de concertation et d'échange entre les autorités publiques et les opérateurs en vue de renforcer les liens entre les hommes d'affaire française et burkinabé.

C'est en 1991 que le club a vu le jour. A ce jour, il compte

Alfred Sié KAM/Rédaction SC Info

L'orpaillage au Sud-Ouest Les chercheurs d'or sont sommés d'arrêter temporairement le travail

Région du Sud-Ouest



Présidium : Le Haut-Commissaire en veste au milieu a été ferme quant au respect de l'arrêté interministériel interdisant l'activité de l'orpaillage au Sud-Ouest du 1er juin au 31 octobre de chaque année.

Le Haut-Commissaire de la Province du Poni Ram Joseph Kafando s'est entretenu, le 30 mai 2017 dans la salle de réunion de la mairie de commune rurale de Kampti avec les orpailleurs de cette localité. Objectif, leur rappeler que le 1^{er} juin au 31 octobre est la période retenue pour l'Etat à travers un arrêté à fermer temporairement les sites d'orpailleurs en raison de la saison hivernale exposant ces derniers à des risques d'éboulement occasionnant souvent des pertes en vie humaine. Il était accompagné du Directeur Régional de la Police Nationale du Sud-Ouest Issa Amed Sawadogo, du Procureur du Faso Près le Tribunal



Les autorités émerveillées et en même temps attristées par l'observation d'un trou. Un manque d'air a failli asphyxier un des orpailleurs qui se trouvait dans ce trou où la machine qui le ravitaillait en air avait été arrêtée au dehors.

La suite à la page 5

La suite de la page 4



Orpailleurs écoutant le message du Haut-Commissaire Ram Joseph Kafando.

de Grande Instance Issouf Sanou, des chefs de services départementaux de Kampti et du Président régional du syndicat des orpailleurs Albert Oussé.

Un arrêté interministériel signé il y a plusieurs années indique l'interdiction de l'activité d'orpaillage en saison hivernale. Cet arrêté stipule qu'en raison des risques d'éboulement fortement élevés sur les sites d'orpaillage pendant la saison hivernale, l'exercice de l'activité d'orpaillage est strictement interdit sur le territoire national selon les périodes et les zones. Les 13 régions sont regroupées en deux zones. Pour la zone1, elle va de la période du 1^{er} juin au 31 octobre de chaque année et concerne les régions de la Boucle du Mouhoun, des Cascades, du Centre-Est, du Centre-Ouest, du Centre-Sud, des Hauts-Bassins et du Sud-Ouest. En ce qui concerne la zone2, l'activité est interdite du 30 juin au 30 septembre de chaque année.



Vue d'un trou construit servant de protection. Il est long de 68m où sont un groupe d'orpailleurs à la recherche du minerai.

Les régions concernées sont : le Centre, le Centre-Nord, le Nord, le Plateau-Central, le Sahel et l'Est. Chaque année, les autorités administratives se font le devoir de le rappeler aux orpailleurs soit à travers des communiqués radio, soit en les rencontrant à travers

des réunions ou soit par d'autres canaux. C'est dans cette optique que le Haut-Commissaire de la province du Poni Ram Joseph Kafando a rencontré les orpailleurs se trouvant dans la commune de Kampti pour leur transmettre le message. Avant de leur dire

SOCIÉTÉ

d'arrêter temporairement le travail d'exploitation d'or, il a souligné l'importance de cette activité. Mais avant, il a saisi l'occasion pour demander une collaboration entre orpailleurs et forces de défense et de sécurité au regard du phénomène grandissant de la criminalité dans cette localité car la veille un soldat du 22 RIC de Gaoua et un civil ont été abattus par des bandits armés dans cette même localité plus précisément dans le village de Galgouli. Ram Joseph Kafando a été ferme à la suite de ses propos concernant la fermeture temporaire des sites d'exploitation d'or. Nous serons très stricts pour l'application de cette mesure. Dès le 1^{er} juin que les sites soient fermés a-t-il signifié. Il a passé ensuite la parole à ses collaborateurs. Tour à tour, de Oussé Albert en passant par le 1^{er} Adjoint au de Kampti, au Préfet. Chacun s'est attardé sur le respect de l'arrêté interministériel. Et à la

suite du Directeur Régional de la Police du Sud-Ouest Issa Amed Sawadogo, le Procureur Issouf Sanou prenant la parole a salué l'activité de l'orpaillage. Cela crée de l'emploi aux jeunes a-t-il poursuivi. Avec cette pratique beaucoup de jeunes arrivent à survenir à leurs besoins a-t-il ajouté. Mais cette activité doit se mener dans le respect de certaines lois. Cela, pour éviter les éboulements et d'autres risques. Le respect de ces lois vous protège en tant qu'orpailleurs, a-t-il indiqué. Il a surtout invité les responsables de ces orpailleurs à sensibiliser les autres pour le respect de cette loi. Celui qui va mener des actions d'exploitation en cette période s'expose à des sanctions pénales a-t-il martelé. Reprenant la parole, Ram Joseph Kafando a pris l'exemple du site de Bantara situé à une dizaine de kilomètres du chef-lieu de la commune qui est Kampti. C'est un désordre total

que nous connaissons dans ce site et s'il y a après cette rencontre un éboulement, le gouvernement viendra fermer définitivement le site a laissé entendre le Haut-Commissaire. Un autre point s'est invité à la rencontre. Il s'agit de comment amener les orpailleurs à contribuer au budget de la commune qui manque d'argent pour la réalisation de certaines infrastructures. Sur le sujet des recommandations ont été faites par le Haut-Commissaire et les orpailleurs ont pris la résolution de respecter leurs engagements dans le développement de la commune. Après la rencontre, les autorités sont allées sur le site de Bantara où le même message a été transmis aux milliers d'orpailleurs présents.

Kissogo Abdoul Karim Ouattara pour SC Info

Brèves

Burkina Faso

Attaque terroriste de Ouagadougou: réouverture du bar Cappuccino, 17 mois après les attentats

Ouagadougou, le 11 juin 2017, le café-restaurant Cappuccino, principal site des attentats terroristes de Ouagadougou ayant fait 30 morts en janvier 2016, a rouvert samedi ses portes, 17 mois après l'attaque jihadiste.

La police nationale a annoncé ce 10 juin 2017 avoir mis la main sur les présumés agresseurs du policier qui a été tué dans la nuit du 12 au 13 mai 2017. Ils sont deux. Le premier a été «neutralisé». Le second est aux arrêts.

La Police nationale affirme, dans un communiqué publié ce 10 juin 2017 sur sa page Facebook, avoir réussi à identifier, localiser et appréhender les personnes qui ont mortellement agressé le Commissaire de Police Ramdé Ousmane en service au Commissariat Central de Police de la ville de Sindou, en permission à Ouagadougou.

Les auteurs de l'agression étaient au nombre de deux. Et l'équipe spéciale mise en place pour leur traque, composée des éléments de la Brigade de Recherches et d'Intervention du Service Régional de la Police Judiciaire (SRPJ) de Ouagadougou, des éléments des Brigades de Recherches du Commissariat Central de Police de la ville de Ouagadougou et du Commissariat de Police de l'Arrondissement de Baskuy, a découvert qu'il s'agit en réalité d'un gang composé de six délinquants.

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Aide au développement : La Société financière internationale entend renforcer son intervention au Burkina Faso

Région du Centre



Les deux parties ont échangé sur les initiatives à prendre par le Burkina Faso en vue de faire du secteur privé un maillon fort de l'opérationnalisation du Plan national de développement économique et social (PNDES).

Le **gouvernement burkinabè avec à sa tête le Premier ministre, Paul Kaba THIEBA - PKT, a eu une séance de travail avec une délégation de la Société financière internationale (SFI) du Groupe de la Banque mondiale, conduite par son vice-président en charge de l'économie et du développement du secteur privé, Hans Peter LANKES, le mardi 6 juin 2017. Les deux parties ont échangé sur les initiatives à prendre par le Burkina Faso en vue de faire du secteur privé un maillon fort de l'opérationnalisation du Plan national de développement économique et social (PNDES).**

La Société financière internationale (SFI) du Groupe de la Banque mondiale attache un intérêt particulier au développement du Burkina Faso. Pour ce faire, elle entend, de manière significative, renforcer son intervention au Burkina Faso, dans les années à venir. « Cette année, nous allons avoir un financement nouveau de long terme au Burkina Faso de 80 millions de dollars et un financement de court terme de 110 millions de dollars », a annoncé son vice-président en charge de l'économie et du développement du secteur privé, Hans Peter LANKES. L'intervention de la SFI comporte deux volets, à savoir « des engagements financiers et des engagements d'assistance

technique », a détaillé M. LANKES, qui voit des possibilités de renforcer ces engagements au Burkina Faso. Il a expliqué qu'il y a une convergence entre les préoccupations du gouvernement burkinabè et celles de la SFI à savoir, « mettre le secteur privé au cœur du développement économique ».

Monsieur Hans Peter LANKES est convaincu que le secteur privé peut jouer un rôle prépondérant dans le développement économique, en créant les conditions.

« Il faut aider le secteur privé, il faut créer les espaces pour l'investissement », a-t-il soutenu.

Par ailleurs, la SFI, selon son Vice-président, entend

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

accompagner le Burkina Faso pour le développement du Partenariat public privé (PPP). Le Premier ministre, Paul Kaba THIEBA, s'est réjoui de la qualité des relations entre le Burkina Faso et la SFI en ce sens qu'elle apporte son appui dans plusieurs domaines notamment en ce qui concerne le Doing business pour l'amélioration du climat des affaires et plus spécialement en matière de financement du secteur privé. En outre, il a remercié la SFI pour sa participation au forum sur le Partenariat public-privé tenu les 30 et 31 mars 2017 et la mise à la disposition d'experts au gouvernement pour réviser le cadre institutionnel sur les Partenariats public-privé « Le gouvernement accorde beaucoup d'importance à la promotion du secteur privé. Pour nous, c'est le secteur privé qui crée la richesse, qui crée les emplois. Nous sommes déterminés à soutenir tout ce qui est susceptible

d'attirer les investisseurs étrangers et à créer une dynamique du secteur privé. Nous saluons tous les efforts que la SFI déploie pour nous accompagner dans cette démarche, dans cette politique », a-t-il affirmé. Puis, il a indiqué que les interventions de la SFI au Burkina Faso peuvent être renforcées par rapport au montant actuel. En cela, Paul Kaba THIEBA a demandé à ses hôtes d'indiquer la démarche que doit suivre le gouvernement pour favoriser les interventions de la Banque mondiale via la SFI au Burkina Faso. « Nous avons entrepris certaines réformes pour développer des secteurs stratégiques notamment le secteur de l'énergie dans ces composantes production/distribution, le secteur des infrastructures avec la mise en place du cadre des partenariats public-privé pour financer les infrastructures dans notre pays mais également au niveau du secteur de

l'agriculture. Nous sommes prêts à aménager notre cadre législatif et réglementaire sur le Partenariat public-privé», a-t-il exprimé.

Aussi, le Premier ministre burkinabè, souhaite-t-il de voir étoffer le bureau de la SFI au Burkina Faso en vue d'accompagner le gouvernement dans sa volonté de promotion du secteur privé afin d'améliorer le classement du « Pays des Hommes intègres » au niveau du Doing business et d'aider le pays à mettre en œuvre des réformes attractives pour les investisseurs étrangers.

D C I / P M

Audience : L'ambassadeur des Etats-Unis chez la ministre déléguée en charge de la Coopération Régionale et des Burkinabè de l'Extérieur

Région du Centre

L'ambassadeur des Etats Unis Andrew YOUNG a rencontré le jeudi 08 juin 2017, la ministre déléguée en charge de la Coopération Régionale et des Burkinabè de l'Extérieur Rita Solange AGNETEKOM. Les échanges ont porté sur le vote des Burkinabè vivant aux Etats Unis, par

rapport aux élections qui se déroulent au Burkina Faso, sur le cas des Burkinabè immigrés aux Etats Unis, en situation irrégulière ou mis en causes par les juridictions américaines et enfin sur le G5 Sahel.

Sur la question du vote des

Burkinabè vivant aux Etats Unis, la ministre déléguée a rassuré l'ambassadeur que cette préoccupation était aussi partagée par le gouvernement burkinabè qui s'attèle d'ailleurs à mettre tout en œuvre pour que d'ici 2020, les Burkinabè vivant à l'extérieur puissent participer au choix de leurs représentants en

La suite à la page 7

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

exerçant leur droit de vote. Rita Solange AGNETEKOM a souligné les difficultés que rencontrent les autorités Burkinabè en la matière. Il s'agit notamment de la méconnaissance du nombre exact des compatriotes vivant aux Etats-Unis car ces derniers ne vont pas vers les chancelleries. Elle a indiqué qu'un dispositif sera mis sur pied en vue de recenser et immatriculer la diaspora burkinabè aux Etats Unis, condition sine qua non d'une organisation de votes sûrs et transparents. Le cas des Burkinabè vivant aux Etats Unis en situation irrégulière ou s'étant rendus coupables de sanctions pénales a été aussi abordé lors des échanges. A ce sujet, le diplomate américain a déclaré qu'environ 200 Burkinabè hors-la-loi vivent sur le territoire américain. « 26% de ceux qui ont reçu un visa touristique et 48% de ceux qui ont reçu un visa d'études ne sont jamais retournés au pays après expiration de leur visa », a-t-il précisé. Selon lui, cette situation contraint le gouvernement américain à rapatrier les immigrés se rendant coupables de manquements du genre par vol charter. A en croire M.Young l'éventualité que les conséquences se répercutent sur la demande de visa pour les Burkinabè, aussi bien intentionnés soient-ils, n'est pas à exclure. La ministre déléguée AGNETEKOM a alors souhaité que soient évités au maximum les vols charter qui suscitent beaucoup de remous et de désagréments. Elle estime convenable de prioriser les vols commerciaux dans le cadre de la politique américaine de rapatriement des compatriotes qui ne sont pas en règle. Le dernier sujet à l'ordre du jour



L'ambassadeur des Etats Unis Andrew YOUNG a rencontré le jeudi 08 juin 2017, la ministre déléguée en charge de la Coopération Régionale et des Burkinabè de l'Extérieur Rita Solange AGNETEKOM.



La ministre déléguée AGNETEKOM a alors souhaité que soient évités au maximum les vols charter qui suscitent beaucoup de remous et de désagréments.

des échanges est la question du G5 Sahel. Sur ce point Andrew Young a fait cas de la volonté du gouvernement américain d'initier « d'autres moyens » de collaboration avec les états qui composent le groupe, dans le cadre de la lutte contre le terrorisme, en plus du programme

de formation du corps d'élite anti-terroriste au Burkina Faso par les forces spéciales américaines.

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Coopération au développement

Ouverture des 12^e Journées européennes du développement (JDD)

Bruxelles



Le Burkina Faso est représenté par son ministre de la Culture, des Arts et du Tourisme, M. Tahirou Barry.

Quelques 17 souverains, chefs d'Etat et de gouvernement ont assisté hier mercredi 7 juin 2017, à Bruxelles, à l'ouverture des 12^e Journées européennes du développement (JDD) qui se referment ce soir. Le Burkina Faso est représenté par son ministre de la Culture, des Arts et du Tourisme, M. Tahirou Barry.

Placées cette année sous le thème : «Investir dans le développement», ces 12^e Journées européennes du développement (JDD) rassemblent

plus de 7.00 participants dont de nombreux dignitaires européens, africains et américains mais aussi des Nobels. En Europe, outre la reine Mathilde de Belgique qui a présidé la cérémonie d'ouverture, on compte parmi les prestigieux invités les Premiers ministres de Belgique, M. Charles Michel, de Malte, M. Joseph Muscat et de Norvège, Mme Erna Solberg. L'Amérique latine et les Caraïbes sont représentées par le président bolivien Evo Morales et le Brigadier David Arthur Granger, président de la République coopérative de Guyane. Quatre chefs d'Etat représentent notre continent. Il

s'agit notamment du président guinéen, Pr Alpha Condé, président en exercice de l'Union Africaine (UA), de Nana Addo Dankwa Akufo-Addo du Ghana, de Macky Sall du Sénégal, de Paul Kagamé du Rwanda et du malawien Arthur Peter Mutharika. Le vice-président ivoirien, M. Daniel Kablan Duncan est également là. Mais le président togolais, M. Faure Gnassingbé, nouvellement élu président en exercice de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'ouest (CEDEAO) en remplacement de la libérienne, Mme Ellen Johnson Sirleaf n'a pas pu effectuer le déplacement. Il est

La suite à la page 11

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 10

représenté au niveau ministériel. Le Burkina Faso est représenté par son ministre en charge de la Culture, des Arts et du Tourisme, M. Tahirou Barry. Il doit animer au moins deux panels ce jeudi. D'autres dirigeants d'organisations influentes dans le monde comme la directrice générale du Fonds monétaire international (FMI), Mme Christine Lagarde, la secrétaire générale adjointe des Nations Unies, Mme Amina J. Mohamed ou encore le nouveau patron de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), Dr Tedros Adhanom Ghebreyesus et bien d'autres dont des prix Nobels sont présents à ces journées qui sont marquées par de nombreuses activités connexes notamment des colloques, des conférences, des panels et des expositions. Ces journées ont été l'occasion pour l'Union européenne de lancer officiellement sa nouvelle politique de développement internationale intitulée : «Nouveau consensus européen pour le développement». Ce document signé par le président de la Commission européenne, M. Jean-Claude Juncker, le président de la Banque européenne d'investissement (BEI), M. Werner Hoyer, le commissaire européen au développement, M. Neven Mimica, la chef de la diplomatie européenne, Mme Margerita Mogherini, le Premier ministre maltais au nom des gouvernements européens, M. Joseph Muscat et le président du parlement européen, M. Antonio Tajani visent à relancer une nouvelle forme de coopération entre l'UE et ses partenaires. Selon Mme Mogherini, ce nouveau cadre commun global pour la coopération européenne au développement s'inscrit



Ces journées ont été l'occasion pour l'Union européenne de lancer officiellement sa nouvelle politique de développement internationale intitulée.

dans le cadre du programme de développement durable à l'horizon 2030 adopté par la communauté internationale en septembre 2015. «Pour la première fois, tous les Etats et les institutions européens ont adopté ce consensus qui réaffirme que l'éradication de la pauvreté demeure l'objectif premier de la politique européenne de développement, en intégrant les dimensions économique, sociale et environnementale du développement durable», a indiqué la chef de la diplomatie européenne. Cette nouvelle politique européenne reconnaît une forte interdépendance entre les différents éléments liés au développement à savoir la sécurité, l'aide humanitaire, la migration, l'environnement, etc. Le nouveau consensus entend concrètement associer l'aide au développement classique à d'autres ressources

plus innovantes de financement, notamment privées. Enfin, le consensus promet de mettre en place des partenariats mieux adaptés entre les différents acteurs du développement. Ce consensus européen qui avait été adopté le 19 mai dernier par les ministres européens a été validé au Parlement européen, le 1er juin en session plénière à Bruxelles dans des discussions assez houleuses. Les eurodéputés de la gauche radicale, les verts, les libéraux, et les eurosceptiques avaient rejeté le texte, jugé trop ancré sur les contrôles migratoires et les questions de sécurité au détriment de la lutte contre la pauvreté. Ils se sont, en effet opposés «à toute tentative de lier l'aide au contrôle aux frontières, à la gestion des flux migratoires ou aux accords de réadmission».

L'Afrique réclame

La suite à la page 12

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 11

son indépendance Le président en exercice de l'Union africaine, M. Alpha Condé a martelé aux Européens que l'Afrique malgré sa fragilité dans de nombreux domaines est prête «à s'assumer» dans le cadre de ses choix politiques et n'entend plus donc que l'on lui dicte ce qu'elle doit faire. «Les Africains souhaitent discuter d'égal à égal avec l'Europe. Les Africains souhaitent parler avec l'Europe comme un partenaire et non un demandeur», a insisté l'ancien président de la Fédération des étudiants d'Afrique noire en France (FEANF). «Il faut que l'Europe comprenne que nous voulons faire respecter notre souveraineté pour que nous puissions, sans ingérence, construire notre propre avenir», a-t-il martelé. Foi du président Condé, «l'Afrique est le futur centre du développement du monde» et «sera au rendez-vous de la quatrième révolution industrielle». Rappelant les progrès importants réalisés à travers le Plan Sénégal Emergent, le Sénégalais Macky Sall a dit que l'Afrique, du fait de ses liens historiques, de sa proximité géographique avec l'Europe a appelé l'UE a respecté les engagements pris dans le cadre des Accords de partenariat économique (APE). D'un montant de 40 milliards d'euros, le Programme APE pour le développement (PAPED) est un plan de développement de l'Afrique de l'ouest mis en place en collaboration avec l'UE. Macky Sall qui a dénoncé la barbarie et l'inhumanité liée aux activités terroristes à travers le monde, a

dit que l'Afrique attend que le nouveau référentiel européen pour le développement soit un véritable programme pour son développement. En résonance à la décision du dirigeant américain, M. Donald John Trump de se retirer de l'Accord de Paris sur le climat, le président sénégalais a dit que l'Afrique s'est battue pour arracher cet Accord et entend coûte que coûte «préserver (son) intégrité». Il a réclamé ipso facto la mise en œuvre du Fonds vert créé consécutivement à l'Accord sur le climat. Evo Morales, a rappelé les progrès réalisés par son pays depuis que le peuple bolivien a repris la gestion de ses ressources naturelles et économiques en main. Il a dit que depuis la nationalisation du secteur des télécommunications par exemple, le pays tire désormais 140 milliards de dollars chaque année des télécoms au lieu de 70 milliards lorsque ce secteur était sous contrôle des multinationales italiennes. Comme M. Sall, M. Morales a surtout déploré les effets des changements climatiques sur les petits Etats insulaires et regretté que les soubresauts de l'histoire aient privé son pays de l'accès direct à l'océan pacifique. Selon ce dirigeant bolivien, l'enclavement de la Bolivie prive le pays de deux points de croissance économique chaque année. Evo Morales a par ailleurs dénoncé le regain de protectionnisme et surtout le fait que certains pays soient «trop durs» sur les questions de migration, érigeant parfois des murs pour barrer la route aux

migrants. Il a annoncé la tenue en septembre prochain, dans son pays, d'une conférence mondiale sur le thème d'un «Monde sans mur». Le ministre burkinabè des Arts, de la Culture et du Tourisme a participé à un premier forum sur le thème : «Investir dans la créativité : le futur est là». M. Barry y a à l'occasion partagé l'expérience du Burkina Faso dans la promotion de la culture pour son développement. Selon M. Barry, le «pays des hommes intègres» au lendemain de son indépendance a vite compris que la culture est un vecteur de développement économique et social. Il a cité dès lors la création par exemple du Festival panafricain du cinéma et de la télévision de Ouagadougou (Fespaco) et bien d'autres manifestations culturelles et artistiques à travers le pays plus tard. L'Etat a toujours été présent dans la promotion de la culture et vient de mettre en place un Fonds de développement culturel et touristique, a indiqué M. Barry. Il a invité les partenaires européens à participer à son abondement. Ce jeudi, M. Barry sera dans deux panels pour mieux défendre la culture et l'art burkinabè et plaider pour un soutien plus conséquent de la culture et du tourisme dans le «nouveau consensus» européen. Romaric Ollo HIEN Ambassadeur du Burkina Faso à Bruxelles

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

L'Ambassadeur des USA au Burkina Faso reçu en audience par Madame Hadja Fatimata OUATTARA/SANON

Région du Centre



A sa sortie d'audience, l'Ambassadeur des Etats Unis d'Amérique au Burkina Faso s'est réjoui de sa rencontre avec Madame Hadja Fatimata OUATTARA/SANON.

Le **Ministre du Développement de l'Economie numérique et des Postes, Madame Hadja Fatimata OUATTARA/SANON, a reçu en audience en fin de matinée du jeudi 8 juin 2017, l'Ambassadeur des Etats-Unis d'Amérique (USA) au Burkina Faso, Monsieur Andrew R. YOUNG.**

A sa sortie d'audience, l'Ambassadeur des Etats Unis d'Amérique au Burkina Faso s'est réjoui de sa rencontre avec Madame Hadja Fatimata O U A T T A R A / S A N O N . « Je dois dire que c'est un grand plaisir de rencontrer Madame le Ministre du Développement de l'Economie numérique et des Postes, parce que nous avons

tellement de projets ensemble et tellement d'intérêts à pousser l'avenir du pays. C'est-à-dire que nous devons développer l'infrastructure de l'économie moderne et la jeunesse qui participe beaucoup dans ce domaine », a-t-il laissé entendre. Poursuivant, Monsieur Andrew R. YOUNG a indiqué qu'il a évoqué avec Madame le Ministre « les travaux que les Etats Unis d'Amérique et le Ministère du Développement de l'Economie numérique et des Postes font ensemble pour les jeunes du Burkina Faso ». Le diplomate américain a également rappelé que « ce sont les Etats Unis d'Amérique qui ont aidé à faire l'étude sur l'épine dorsale de l'internet ici au Burkina Faso » et a promis que son pays va appuyer « la mise en œuvre de cette étude ». Revenant sur l'adoption des TIC par

la jeunesse burkinabè, Monsieur Andrew R. YOUNG a informé avoir « eu une rencontre avec les jeunes de Ouaga Lab. Ces jeunes qui sont l'avenir du pays, ils ont des initiatives pour utiliser les nouvelles technologies de l'information et de la communication. Ces initiatives peuvent faire avancer l'économie du Burkina Faso ». Pour conclure, le diplomate américain a confié « avoir apprécié le dynamisme de Madame le Ministre du Développement de l'Economie numérique et des Postes pour faire avancer les choses au sein de son département ».

DCPM/MINISTRE DU DEVELOPPEMENT DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DES POSTES

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

44ème réunion du Conseil des ministres de l'OHADA : Le ministre René BAGORO à Conakry

Guinée

Le ministre de la Justice, des Droits humains et de la Promotion civique, Garde des Sceaux, Bessolé René BAGORO, s'est envolé cet après-midi du mercredi 7 juin 2017, pour Conakry en république de Guinée.

Le ministre BAGORO et la ministre chargée du budget, Mme Edith Clémence YAKA, prendront part à la 44ème réunion du Conseil des ministres de l'Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires (OHADA), qui se tient à Conakry les 8 et 9 juin 2017.

La réunion préparatoire du comité des experts qui précède les travaux du Conseil des ministres, a commencé le 5 juin et prend fin ce mercredi 7 juin 2017. En rappel au titre de l'article 72 (2) du traité OHADA, « le Conseil des ministres est composé des ministres chargés de la Justice et des Finances des Etats parties ». Il résulte de l'interprétation de ce texte retenu par le Conseil des ministres de l'OHADA tenu les 13 et 14 juin 2013 à Ouagadougou, que seuls des membres de gouvernement et non des experts désignés par les ministres, peuvent participer aux délibérations.

Le résumé de l'ordre du jour de la 44ème Réunion du Conseil des Ministres de l'OHADA :

I-Rencontre avec les partenaires techniques et financiers ;



La réunion préparatoire du comité des experts qui précède les travaux du Conseil des ministres, a commencé le 5 juin et prend fin ce mercredi 7 juin 2017.

II-Rapport du secrétaire permanent sur les activités et le fonctionnement des institutions de l'OHADA ;
 III-Activités normatives du Conseil des ministres
 3.1-Programme annuel d'harmonisation
 3.1.1-Actes Uniforme en cours de révision
 3.1.2-Nouveaux projets normatifs
 3.2-Examen et adoption du projet de Règlement relatif à l'harmonisation des pratiques professionnelles comptables dans les pays membres de l'OHADA
 IV-Point sur la situation financière de l'OHADA.

V-Point sur l'application du droit OHADA dans les Etats membres
 5.1-Le point sur la mise en œuvre des mesures complémentaires prévues par l'Acte uniforme relatif au droit des sociétés commerciales et du GIE
 5.2-Mise en œuvre des mesures complémentaires prévues par l'Acte uniforme portant organisation de procédures collectives d'apurement du passif.
 V I - D i v e r s .

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Ministère de la santé et partenaires sociaux : réunion d'échanges entre le ministre et les différents syndicats

Région du Centre



Le ministre de la santé, Pr Nicolas Méda, a rencontré le lundi 5 mai 2017 à Ouagadougou, les partenaires sociaux de son département.

Le ministre de la santé, Pr Nicolas Méda, a rencontré le lundi 5 mai 2017 à Ouagadougou, les partenaires sociaux de son département. Au nombre de ces partenaires sociaux l'on peut citer entre le SYNSHA, le SYMEB, le SYNTASS, le SYNFMAB, le SAIB et le Syndicat des pharmaciens.

Au menu des échanges : la reconstitution des carrières des agents de santé, le reversement des agents, la fonction publique hospitalière, l'organisation des concours et les différentes

agressions qui ont lieu dans les centres de santé du pays. Sur ce dernier point, Pissyamba Ouédraogo, secrétaire général du SYNSHA, insiste sur l'amélioration des conditions de travail des agents, chose qui pourrait contribuer à réduire un temps soit-peut ces agissements. Les causes profondes de ces agressions doivent être trouvées et des solutions pourraient être proposées suggèrent certains partenaires sociaux. Des réflexions sont en cours et des solutions seront trouvées pour mettre fin aux agressions des agents de

santé par les accompagnants des patients a laissé entendre Pr Nicolas Méda. Les représentants des différents syndicats ont salué l'initiative du Professeur Méda et ont souhaité que cela se pérennise. Le ministre entend instituer de ce fait un dialogue permanent avec les partenaires sociaux de son département.

D C P M / M S

ANNONCE



DOCTORAT

Centre d'Examen Européen

Doctorate Of Business Administration



Un diplôme de haut niveau qui permet aux professionnels

- ✓ D'évoluer dans un cadre d'excellence
 - ✓ De côtoyer les références académiques et professionnelles internationales
 - ✓ De s'ouvrir à la diversité de pensées et de cultures
 - ✓ Et enfin d'être reconnu comme expert dans un secteur

Un programme Doctoral en trois ans (en moyenne) avec deux à trois séminaires par an

Dates de rentrées :

Le 15 Juin 2017 et Le 15 Décembre 2017

NB : les dossiers sont recevables un mois avant chaque date de rentrée

Un programme assuré par la Fondation Sciences-Campus, l'Ecole Doctorale de la FEDE, l'Institut de Recherche de la FEDE et OTC Burkina

Avenue Sembene Ousmane, Ouaga 2000, 02 BP 5805 Ouagadougou 02 Burkina Faso
en face de la station TOTAL Ambassade,

Tél : +226 72 07 20 20 / +226 66 20 00 26 / +226 77 20 00 26

Email : contact@ebs-edu.fr Site web : www.sciences-campus.org

JOBS CAMPUS



Avis de recrutement

Poste: France – STAGE : Stagiaire Communication / Relations presse / Événementiel – Paris/Clichy

Description

M I S S I O N

A pourvoir : fin juillet 2017

Lieu du stage : siège de Solidarités International à Clichy-la-Garenne (92110)

SOLIDARITES INTERNATIONAL (SI) est une association d'aide humanitaire internationale qui, depuis plus de 36 ans, porte secours aux populations victimes de conflits armés et de catastrophes naturelles en répondant aux besoins vitaux, boire, manger, s'abriter. Particulièrement engagée dans le combat contre les maladies liées à l'eau insalubre, première cause de mortalité au monde, SI met en œuvre par ses interventions une expertise dans le domaine de l'accès à l'eau potable, l'assainissement et la promotion de l'hygiène mais également dans celui, essentiel, de la sécurité alimentaire et moyen d'existence. Présentes dans une vingtaine de pays environ, les équipes de SI – 2000 personnes au total composées d'expatriés, de staffs nationaux, de permanents au siège, de quelques bénévoles...- interviennent avec professionnalisme et engagement dans le respect des cultures.

F O N C T I O N S

Principales missions du stage : l'Assistant(e) du Service Communication

Assister le Chargé de Communication et de Témoignages sur les activités de communication sur les missions.

Apporter un soutien au service Communication dans son ensemble.

Principaux objectifs du stage :

Assister le Chargé de Communication et de Témoignages dans l'exécution des tâches nécessaires au suivi des actions de communication des missions et à la collecte de témoignages émanant du terrain et du siège de l'association

Assister le Service Communication dans le traitement et la diffusion des informations (Web, Réseaux Sociaux, Relations Presse, Événementiel, Vie Associative, Campagnes, Collecte de Fonds)

Assurer le lien et la circulation de l'information entre les missions et le Département du Développement et de la Communication

Connaissance des différents programmes et des domaines d'expertise de Solidarités International

Connaissance du contexte humanitaire et géopolitique des zones concernées

Maîtriser les outils relatifs à la communication

Principales tâches :

Supports de communication

– Collecte d'informations à partir **du terrain et des desks au siège**

– **Rédaction et publication de contenus sur le site web**

– **Réalisation ponctuelle d'interviews des expatriés**

– **Mise à jour de la photothèque et de la vidéothèque de l'association**

– **Réalisation de diaporamas photo, de montages vidéo et de webdocumentaires**

– **Suivi de la fabrication des publications et outils de communication du service**

Relations Presse

– **Réflexion sur la diffusion de notre action aux journalistes**

– **Cible des médias selon le type d'opération à engager et contacter, si besoin, les journalistes**

– **Envoi de communiqués de presse**

– **Recensement et suivi des retombées presse**

Campagnes de communication

– **Suivi de la mise en place des campagnes de l'association (dont la recherche d'espace gracieux TV et web).**

– **Relations avec les régies publicitaires**

E v é n e m e n t i e l

– Réflexion et participation aux choix des événements à réaliser : salons, conférence de presse, conférence thématique, exposition

– Suivi de la mise en place de ces événements

En interne

La suite à la page 20

JOBS CAMPUS

La suite de la page 19

– Collecte et diffusion des informations en interne (par exemple : fiche hebdo, revue de presse, newsletters de missions, rapports d'activités trimestriels et annuels)

– Participation aux réflexions et réunions du service

– Contribution ponctuelle à d'autres actions du pôle communication

Apport du stage

Découvrir le fonctionnement du siège d'une ONG ainsi que les relations entre le siège et le terrain

Découvrir les différents métiers de Solidarités International sur le terrain et au siège, notamment le fonctionnement d'un Service Communication

Avoir une première approche du fonctionnement d'une mission et de ses contraintes spécifiques

Comprendre les relations entre les différents acteurs humanitaires

Connaître et maîtriser les exigences en termes de visibilité des bailleurs de fonds

Mettre en pratique les outils de suivi et de production

Contact direct avec le terrain via les expatriés

Découvrir la stratégie générale et liée à la Communication d'une ONG et son élaboration

C O N T E X T E

Les tâches à effectuer sont transversales et nécessitent donc autonomie, rigueur et polyvalence. Une connaissance, ou du moins un souhait de comprendre le milieu

humanitaire et ses contraintes est indispensable. Une sensibilité en communication est requise pour participer à la dynamique du Service.

Les tâches décrites dans cette annonce sont susceptibles d'évoluer en fonction des chantiers en cours au siège et en fonction des besoins.

SOLIDARITÉS INTERNATIONAL s'engage à offrir au stagiaire une variété de tâches ainsi qu'une formation interne de préparation au départ lui permettant de renforcer utilement sa formation/son expérience en vue d'un engagement humanitaire futur. Ce stage constitue une opportunité de comprendre en profondeur le fonctionnement d'une ONG humanitaire, ses contraintes et les différentes approches.

VOTRE

Formation supérieure (niveau bac +3) de préférence tournée vers la communication, le journalisme et/ou la gestion de projet humanitaire, la science politique ou les relations internationales

Réel intérêt et motivation pour l'associatif et l'humanitaire

Compétences rédactionnelles

Esprit critique et d'analyse, autonomie, rigueur, réactivité, organisation, efficacité, capacité de travail importante

Informatique : Windows (Word, Excel, PowerPoint); Internet et réseaux sociaux, courrier électronique (Outlook), PAO (pack Adobe), montage vidéo (Premiere ou Final Cut Pro)

Anglais courant

S t a t u t

D u r é e :

6 mois, à pourvoir à partir du 24 juillet 2017.

S t a t u t :

Stagiaire avec convention de stage obligatoire.

Gratification légale de 554.40 € pour 154 heures de présence (pour 22 jours de 7 heures/jour).

Transport en commun pris en charge à 50% par SOLIDARITÉS INTERNATIONAL

Tickets restaurant à 7 € / jour effectif de stage, avec participation de SOLIDARITÉS INTERNATIONAL à 60 %

C o n t a c t

Adressez vos candidatures (CV+LM) par e-mail à Paul DUKE avant le 9 juillet 2017 : pduke@solidarites.org

Fonctions Communication

Activités Agriculture, Environnement, Autre, Génie civil, Hydraulique, Informatique, Communication

Pays Europe, France

Contrat S t a g e

Email de la personne contact pduke@solidarites.org

Date de fin de validité 09/07/2017

JOBS CAMPUS



Avis de recrutement

Poste: Associé On Purpose: transition de carrière vers les entreprises sociales

Description

Nous sommes une communauté qui place le sens et la solidarité avant le profit – des professionnels qui passent à l'action, trouvent des solutions et n'envisagent jamais leur travail comme « juste un boulot ».

Vous pouvez rejoindre notre communauté à travers le Programme Associé, qui vous offre durant un an l'espace nécessaire pour lancer une carrière guidée par le sens. Les Associés précédents l'ont décrit comme « une expérience transformatrice ».

Le programme Associé vous apporte :

- Expérience : Vous travaillez pendant un an dans deux organisations qui font sens, via 2 CDD de 6 mois. Par exemple, chez Enercoop pour produire des énergies 100% renouvelables, chez MakeSense pour soutenir les innovateurs sociaux ou chez Ares pour lutter contre l'exclusion sociale. Vous rencontrez des personnes qui partagent la même vision que vous et qui résolvent les vrais problèmes de ce monde.

- Accompagnement :** Des sessions régulières de mentorat et de coaching vous aident à augmenter votre

impact. Sans parler du soutien du reste de la communauté.

- Inspiration : Tous les vendredis après-midi, vous nous retrouvez pour des formations. Nous avons le privilège de recevoir des professionnels brillants du Groupe SOS, McKinsey, Hystra, Emmaüs et bien d'autres. La formation vous ouvre à de nouvelles façons de penser et vous apporte les connaissances dont vous avez besoin pour réaliser votre potentiel.

Vous êtes également soutenu financièrement :

nous proposons un salaire de 22 000€ pour votre année de formation et de développement. Après le programme, 90% des Associés continuent à travailler dans des organisations qui font sens, soit des entreprises sociales, des associations de l'économie sociale et solidaire (ESS), des programmes RSE ambitieux ou encore des fondations, et nous disent qu'ils sont significativement plus heureux dans leur travail.

Si vous êtes prêts à faire un travail qui compte vraiment, informez-vous et postulez sur onpurpose.org. Le programme est basé à Paris (il existe aussi à Berlin et Londres) et commence le 18 octobre 2017. Les candidatures ferment le mardi 6 juin. Merci de noter que vous devez justifier d'au moins 3 ans d'expérience professionnelle.

Ville Ile de France

Expériences / Formation du candidat

Nous recherchons de jeunes professionnels talentueux ayant au minimum 3 années d'expérience, toutes expertises confondues.

Fonctions Animation, Formation, Autre, Communication, Coordination, Gestion de projet, Encadrement, Direction, Organisation, Administration, Ressources Humaines

Activités Agriculture, Environnement, Animation, Formation, Education, Autre, Economie, Finance, Administration, Informatique, Communication, Ressources Humaines, Social

Pays Europe, France

Contrat C D D

Durée du contrat 1 an

Salaire / Indemnité 22 000 euros

Postuler en ligne <http://onpurpose.org/fr/associate-programme/>

Date de fin de validité 07/06/2017



JOBS CAMPUS



Avis de recrutement

Poste: CHEF DE MISSION
MISSION TCHAD H/F

Description

Créé en 1991, le Secours Islamique France (SIF) est une organisation non gouvernementale (ONG) internationale de secours d'urgence et de développement. Le SIF agit dans une stricte neutralité, sans distinction d'origine, de genre ni de religion et se consacre à atténuer les souffrances des populations les plus démunies dans le monde.

Le Secours Islamique France recherche un CHEF DE MISSION H/F pour sa mission au TCHAD.

Sous la direction du responsable du Desk, et en étroite collaboration avec les équipes du DPOI (Département des Programmes et Opérations Internationales), le/la Chef de mission contribue à assurer le développement de la mission, son bon fonctionnement et représenter le SIF.

Vos principales missions seront les suivantes :

Orientation stratégique et coordination opérationnelles

Appuyer la coordinatrice opérationnelle à définir sur le terrain les besoins des populations ciblées (en lien avec l'équipe DPOI) ;

Elaborer et mettre en œuvre la stratégie de la mission en accord avec l'équipe DPOI ;

Participer de façon proactive à la définition du plan d'action annuel

de la mission dans le cadre de la stratégie opérationnelle du SIF ;

Promouvoir au niveau national la promotion de la stratégie du SIF.**Suivi des programmes des opérations**

Proposer des zones et thématiques d'intervention en fonction de la capacité de l'organisation et de la couverture des besoins par d'autres organisations ;

Garantir la coordination, le développement, le suivi et l'évaluation des programmes mis en œuvre sur la mission ;

Veiller à ce que les projets soient mis en œuvre selon les standards qualités en vigueur (cycle de gestion du projet, normes SPHERE etc.). Participer à la réflexion sur le mise en place d'outils M&E pour le SIF et assurer leur mise en place sur la mission en collaboration avec la coordinatrice opérationnelle ;

Participer activement à la recherche de financement et assurer la stabilité financière de la mission.**Management RH**

Participer au maintien des règles d'éthique, porter des valeurs et d'exemplarité, veiller au respect de l'application de la charte et des règles d'éthique du SIF ;

Etre responsable de l'organisation générale de l'équipe locale et expatrié : encadrement, suivi, animation, évaluation des besoins RH,

répartition des responsabilités et tâches de travail ;

Participer au recrutement de ses collaborateurs directs, identifier de manière prévisionnelle les besoins de recrutement ;

Mettre en place, avec la collaboration de la responsable Admin des politiques RH en cohérence avec les contraintes siège.

Gestion de la sécurité**Garantir la sécurité des personnes, du matériel et des activités mises en œuvre ;**

Suivre la situation contextuelle et sécuritaire et veiller à sa compréhension par l'équipe locale et expatriées ;

Assurer la gestion immédiate des incidents de sécurité pouvant survenir sur la mission en lien avec l'équipe DPOI.

Supervision des activités logistiques, administratives & budgétaires / financières

Veiller à la transparence de la gestion financière et appuyer la mise en place d'un système de contrôle interne ;

Superviser la gestion des moyens logistiques ;

Garantir la transparence des gestions logistiques, administratives & budgétaire/financières et veiller en supervisant le coordinateur LOG et la responsable admin au respect des procédures logistiques, administratives & budgétaires/financières du

La suite à la page 23

JOBS CAMPUS

La suite de la page 22

SIF et des bailleurs de fonds.

Représentation

Représenter le SIF auprès des autorités locales et gouvernementales, des bailleurs de fonds, du système des Nations Unies, des ONG internationales, des ambassades et des partenaires associatifs.

Cette liste de responsabilité n'est ni exhaustive, ni limitative. Elle est évolutive et le collaborateur pourra par conséquent, en fonction des besoins de l'organisation, être amené à effectuer d'autres missions en lien avec sa qualification et avec ses différents champs d'intervention.

Ville N' Djaména

Expériences / Formation du candidat

Profil :

Exigées Souhaitées

Formations Master 2
Gestion de l'humanitaire / coopération internationale / gestion de projet

Expérience professionnelle 5 ans d'expérience terrain, dont au minimum 2 ans sur des postes de chef de mission
Expérience en gestion de programme au siège d'une ONG

Compétences professionnelles -compétences managériales

-très bonne capacité d'analyse de contexte (gestion de la sécurité, contexte humanitaire...)

-expérience dans la gestion du cycle de projets

- c o m p é t e n c e s rédactionnelles indispensable

-savoir faire en terme de formation / coaching (sens de la pédagogie)

Langues étrangères
La maîtrise d'une autre langue est un plus

Compétences informatique
Maîtrise parfaite des outils informatiques (Pack Office)

Qualité du candidat

Savoir-être

Capacité et de d'analyse synthèse

Capacité à travailler aussi bien dans l'urgence que sur des dossiers de fonds

Polyvalence, capacité d'adaptation & flexibilité

Rigueur professionnalisme et dynamisme

Ouverture culturelle et excellent relationnel

Sens de la confidentialité

Fonctions Coordination,

Gestion de projet

Activités Agriculture, Environnement, Autre, Génie civil, Hydraulique

Pays Afrique, Tchad

Contrat C D D

Durée du contrat

1 an à partir du 1er août 2017

Salaire / Indemnité

R é m u n é r a t i o n

Contrat à durée déterminé/VSI

Salaire / indemnités selon profil + per diem

Billet A/R début et fin de mission, break d'1 semaine tous les 3 mois avec maintien de la rémunération, billet A/R lors du break au bout de 6 mois de mission, assurance médicale+ rapatriement

Nom de la personne contact

Veillez envoyer votre candidature sur via le lien ci-dessous:

Postuler en ligne <https://goo.gl/forms/1XPOI1zXFIAEcZXv1>

Date de fin de validité 17/06/2017



JOBS CAMPUS



Avis de recrutement

Poste:Création d'outils pédagogiques et communication pour soutenir les actions de conservation des palmiers et conifères menacés de la Nouvelle-Calédonie

Description

Noé (association d'intérêt général, www.noé.org) a pour mission de sauvegarder et de restaurer la biodiversité pour le bien-être de tous les êtres vivants, et en particulier de l'humanité, en France et à l'international.

En Nouvelle-Calédonie, Noé développe un programme de conservation des palmiers et des conifères endémiques et menacés depuis 2009. Ce programme a pour objectif de contribuer à la conservation de la forêt tropicale humide et des maquis miniers par la mise en place de stratégies de conservation à long terme pour les espèces de palmiers et conifères prioritaires et représentatives de ces milieux. Le programme est structuré autour de 5 axes qui sont :

Améliorer les connaissances

Conserver les espèces menacées de palmiers et conifères menacés

Gérer durablement les espaces

Promouvoir un développement local durable

Sensibiliser pour une conscience environnementale

CONTEXTE DU STAGE

Aujourd'hui, la moitié des 39

espèces de palmiers et des 45 espèces de conifères présentes en Nouvelle-Calédonie sont considérées menacées ou en danger de disparition (selon les critères de la Liste Rouge de l'UICN). Feux de brousse, activités minières et espèces envahissantes constituent les principales menaces pesant sur ces espèces et leurs milieux associés. Malheureusement, il s'ajoute à cela le commerce illégal, qui fragilise fortement les espèces les plus vulnérables en milieu naturel.

Pour répondre à cette problématique, Noé propose un stage qui a pour objectif la création de différents outils pour aider les acteurs locaux (aussi bien les acteurs associatifs et institutionnels que les citoyens néo-calédoniens) à se mobiliser pour lutter contre les menaces pesant sur les espèces rares et menacées, et en particulier les prélèvements illégaux et le commerce illégal.

LES

Sous la responsabilité de la Chef de Projet du programme de conservation des Palmiers et Conifères de Nouvelle-Calédonie, et de la Responsable du Pôle Outre-Mer, le/la stagiaire aura pour missions de :

□ **Développer des fiches pédagogiques pour aider les douanes et gardes forestiers à identifier les espèces menacées par le trafic illégal ;**

□ **Participer à l'élaboration du**

contenu des formations pour l'utilisation de ces fiches par les douaniers et les gardes forestiers ;

□ **Collecter des données sur la production d'espèces de plantes menacées produites par différentes catégories d'acteurs (pépinières privées et communautaires, associations locales, gestionnaires d'espaces naturels etc.) à travers des enquêtes ;**

□ **A partir des données collectées lors des enquêtes, proposer des éléments pour l'élaboration d'une « charte des bonnes pratiques » de la culture en pépinière (c'est-à-dire l'ensemble des procédés mis en place afin de préserver la ressource, garantir la diversité génétique, assurer le bon état sanitaire et la traçabilité des plants etc.). Cette charte a pour but de fédérer les acteurs autour de ces pratiques et de faire (re) connaître les pépinières comme des acteurs incontournables pour la conservation des espèces rares et menacées. Une première version de la charte sera présentée et révisée avec les partenaires ;**

□ **Rédiger un court plaidoyer pour appuyer auprès des autorités la nécessité de mettre en place une réglementation efficace au bénéfice des espèces végétales rares et menacées ;**

□ **Appuyer la création et l'animation d'un Groupe de Travail avec les acteurs locaux sur le sujet de la conservation des espèces rares et menacées et la lutte contre le commerce illégal.**

JOBS CAMPUS

Ville N o u m é a	Compétences	: l'indemnité légale de stage dans le cadre d'une convention de stage.
Expériences	/	Esprit d'analyse et synthèse
Formation du candidat		Bonnes capacités rédactionnelles et de vulgarisation d'information
Formation	:	
Bac +4 minimum, cursus ingénieur agronome, environnement/écologie, droit de l'environnement ou équivalent		Autonomie, dynamisme et créativité
Connaissances	:	Qualités : P e r s o n n a l i t é rigoureuse et organisée Etre force de propositions Sens des relations humaines Fonctions Communication, Coordination, Gestion de projet Activités Agriculture, Environnement Pays Europe, France Contrat S t a g e Durée du contrat 6 mois, à commencer dès que possible Salaire / Indemnité Le/la stagiaire percevra
<p>Bonnes connaissances des problématiques liées à la conservation de la biodiversité végétale en milieu insulaire et tropical</p> <p>Connaissances des différents outils (en particulier réglementaires) pour la protection d'espèces en danger</p> <p>Familiarité avec les outils et techniques de la communication sont un plus (photoshop, publisher...)</p>		<p>Documents à envoyer</p> <p>CV et Lettre de Motivation</p> <p>Nom de la personne contact</p> <p>CV et lettre de motivation à envoyer avant le 1er Juillet 2017, à agouzerh@noe.org, en précisant dans l'objet « Stage PCNC Nouvelle-Calédonie ».</p> <p>Merci de noter que seuls les candidats retenus pour un entretien recevront une réponse.</p> <p>Email de la personne contact agouzerh@noe.org</p> <p>Date de fin de validité 01/07/2017</p>
Langues parlées		
Français et Anglais		
Qualité du candidat		



Avis de recrutement

Poste: Coordinateur WaSH

Description

Action contre la Faim est une organisation internationale non gouvernementale, privée, apolitique, non religieuse

et à but non lucratif créé en 1979. Son but est de lutter contre la faim et les situations dangereuses qui menacent les hommes, les femmes et les enfants. Actuellement, 500 expatriés et plus de 5000 employés travaillent pour la lutte contre la faim dans plus de

quarante-six pays, dans quatre domaines d'action: la nutrition, la santé, la sécurité alimentaire et de l'eau et de l'assainissement.

OBJECTIF GÉNÉRAL

Le coordonnateur WaSH sera responsable de la conception et le suivi de la stratégie par pays

JOBS CAMPUS

WaSH, après le Cadre de sécurité de la nutrition et de la stratégie globale de la mission. Action contre la faim programmes WaSH au Liban, partenaires et bailleurs de fonds, les autorités locales. interventions à l'action selon WaSH contre la faim et les priorités des pays, après accord avec le directeur de pays.

OBJECTIFS ET TACHES SPÉCIFIQUES

Objectif 1: Comprendre et analyser le secteur de l'eau et l'assainissement au Liban, et la définition des priorités d'action dans les priorités stratégiques du pays, le secteur de la communauté humanitaire et les principes d'action contre la faim d'action.

WaSH secteur au Liban, en se concentrant dans le sud du Liban et dans la Bekaa

Identifier les besoins des populations les plus vulnérables et la conception et la mise en œuvre de

Rentable et les réponses à fort impact

participation proactive dans la mise en œuvre et la révision d'action contre la stratégie de la faim au Liban WaSH

Concevoir et développer des projets WaSH en coordination avec d'autres départements techniques

Assurer la pertinence technique d'action contre la faim, des projets en fournissant une expertise, des intrants affirmées et efficaces à chaque programme

(Wash Partners), une autorité nationale et locale,

Assurer une communication efficace avec les parties prenantes dans WaSH (de partage des données et remue-méninges) et avec les autorités locales impliquées dans la définition du projet et / ou la mise en œuvre

L'analyse et de proposer des partenariats opérationnels et la surveillance de la qualité de la mise en œuvre et le suivi des programmes

Objectif 2: Assurer la qualité et le contrôle de l'équité, le suivi et la surveillance

Assurer la qualité, la pertinence, l'innovation, l'efficacité, l'efficacité et multisectorialism des programmes et des interventions WaSH

Participer à l'élaboration d'outils techniques et de l'innovation liés aux projets (outils de suivi WaSH, exigences techniques, de conseil et des évaluations, des rapports ad hoc, les rapports de capitalisation)

Participer à des ateliers et des réunions ad hoc liées à WaSH

, Mettre à jour et modifier des documents produits par l'équipe WaSH

Objectif 3: LAVER soutien de l'équipe et le renforcement des capacités

Participer au recrutement et à l'évaluation de la capacité de l'équipe, proposer et mener des formations, et de proposer

de nouveaux recrutements chaque fois que nécessaire

Soutien à l'équipe grâce à des réunions de coordination et des initiatives de renforcement des capacités

Identifier la formation de l'équipe et la formation des WaSH RH

Objectif 4: appui à l'exécution du projet, le suivi et la surveillance

Définir les modalités et les méthodes de mise en œuvre des programmes, des secours d'urgence à des actions à long terme (y compris, mais sans s'y limiter, les spécifications techniques, l'identification des partenaires, assurer la liaison avec les fournisseurs de services externes, les plans de travail, les besoins financiers et les plans d'approvisionnement avec l'administrateur et Log Dept.)

Analyser la pertinence, la pertinence et l'impact de toutes les interventions en fonction des contextes et des besoins connus

Suggest, soutenir et développer des évaluations et des rapports à partager avec le personnel de surveillance

Identifier, en collaboration avec l'équipe de lavage, les contraintes du programme et des problèmes

Appui à la mise en œuvre des programmes WaSH, développer la surveillance et des outils de reporting et de l'utilisation efficace des ressources en étroite coordination avec l'administration et de la logistique

JOBS CAMPUS

Objectif 5: Sécurité

Respecter les règles de sécurité dans la mission et le plan de sécurité de la base, voir à ce que l'équipe sous son / sa responsabilité est conforme au plan de sécurité et d'effectuer les tâches de gestion de la sécurité qui peuvent être affectés à ses protocoles

La sécurité du système de sécurité

Objectif 6: Soutien à l'action humanitaire d'action contre la faim

Soutenir les interventions d'urgence de l'organisation selon les capacités de l'employé

Soutenir toute activité qui aide à atteindre nos objectifs humanitaires, selon les capacités de l'employé.

Ville Liban

Expériences / Formation du candidat

Baccalauréat et maîtrise en hydrologie, génie civil, ou les domaines liés à WaSH

Expertise dans l'eau, des eaux usées, d'hygiène et d'ingénierie

Au moins 5 ans d'expérience dans le secteur EAH, et de l'expérience dans le secteur humanitaire

Au moins 3 ans d'expérience dans le secteur humanitaire et en coordination et de représentation externe

Lire, écrire et parler anglais obligatoire; Arabe recommandé; plus espagnol et français

maîtriser pleinement dans MS-Office, Outlook et Skype, la connaissance des SIG et ODK un atout

Compétences: Motivation, travail d'équipe, Vision stratégique, la communication efficace, d'organisation et de la planification, Adaptabilité et flexibilité, innovation et créativité, capacité d'analyse

Fonctions Coordination, Gestion de projet

Activités Autre, Génie civil, Hydraulique

Pays Moyen Orient, Liban

Contrat C D D

Salaire / Indemnité

Notre forfait de rémunération:

Nous vous proposons de rejoindre un réseau international dynamique avec le package de rémunération suivante:

Base de Beyrouth

Salaire: de 1700 € à 2200 € brut par mois selon l'expérience du candidat (selon liste standard d'Action contre la Faim - Espagne). Action contre la Faim - Espagne système de rémunération sur l'évaluation du développement annuel.

Action contre la Faim - Espagne système de rémunération sur l'évaluation du développement annuel.

Jusqu'à 20% de rémunération supplémentaire en fonction du contexte et des responsabilités de la position (Action contre la faim)

Maison et entretien couverts par l'organisation (y compris les indemnités journalières):

Les frais de déplacement vers et de la mission.

25 jours ouvrables de congés payés par an.

Cassez: période de repos supplémentaire, 215 €.

Santé, rapatriement, Voyage et assurance-vie couverts par l'organisation.

Supplémentaire par mois et par enfant: de 100 € à 225 € par mois (selon la liste standard d'Action contre la Faim - Espagne).

Documents à envoyer

Nous considérerons que les candidats reçus par notre service en ligne. S'il vous plaît cliquer sur le lien suivant pour accéder au service:

// [https:// employ.acf-e.org/](https://employ.acf-e.org/)

Remarque. - Compte tenu de l'urgence de cette situation, la vacance peut fermer avant la date limite. Pour plus d'informations sur cette position, visitez notre site Web [www. accioncontrael hambre.org](http://www.accioncontrael hambre.org)

Date de fin de validité 03/06/2017

Fondé le 26 août 2013.
02 BP 5805 Ouaga 02
Burkina Faso
Tél: + 226 76609721
E-mail: redaction@sc-mail.info
Site web:
www.sciences-campus.info

Publications semestrielles et quotidiennes

Autorisations
n°5509P /2013/ CAO/TGI.O/P.F.
n°1238/2016/CAO-TGI/OUA/P.F

Administration
OTC
Fondation Sciences-Campus

Directeur de publication
Siaka GOW

Rédacteur en chef
Augustin NIKIEMA

Equipe de reportage
- Alfred Syé KAM
- Aminata PORGO
- Augustin NIKIEMA

Correspondants des provinces du Burkina

- Karim Ouattara
- Francois blanc
- Boureima Sogoba
- Augustin Irwaya Ouedraogo
- Tigiane Antoine Ki
- Blaise Sama
- Jean Paul Yekpaye
- Mamadou Goh
- Désiré Guigma
- Jérôme Bissyendé
- Frédéric PoOda
- Valentin Ouedraogo
- Moumouni Guio
- Nicole Ouedraogo
- Amédée Silga
- Karim Koala
- Ouaboué Bakouan
- Albert Tarpaga
- Paul Soma
- Arjoman Saganogo
- Joseph Kaboré
- Valentin Singbéogo
- Issa Sepama
- Hermann Toé
- Steven Issouf Barro

Correspondants pays

Montage
Eliane BAYALA
Aminata PORGO
Bernard HIEN
Oeil du professionnel

Distribution
Téléchargeable sur:
www.sciences-campus.info

Abonnement, insertion, couverture

médiatique
+226 76609721
+226 72080505
+22672080303

E-mail: redaction@sc-mail.info

Service commercial
+226 61 07 20 20

Représentation Bobo Dioulasso

Tél: +226 20954746
+226 72070909

Des questions de la recherche

Des questions des Universités

Des questions des Ecoles

Des questions d'Actualité

Des questions d'emplois

Les réponses dans Sciences-Campus Info au quotidien en version numérique à télécharger.



PHARMACIES DE GARDE DE OUAGADOUGOU

03/05/2017 AU 10/06/2017 Groupe I

1	Avenir	25 36 13 38	15	Katra	25 37 20 13	29	Rivage	25 34 19 39
2	Baowendson	25 41 44 99	16	Kabore Dominique	25 38 48 84	30	Saint Bernard	25 45 14 82
3	Beatitudes	25 37 47 11	17	Keneya	25 30 71 38	31	Saint Jean	25 37 00 33
4	Benaia	25 37 28 30	18	Kossodo	25 35 63 04	32	Siloé	25 40 27 46
5	Camille	25 36 61 27	19	Lanibougna	70 98 14 80	33	Song Taaba	25 36 64 62
6	Carrefour	25 33 23 10	20	Liberté	25 41 01 31	34	St François d'Assise	25 36 85 85
7	Centre	25 31 16 60	21	Magnificat	25 41 29 90	35	Tale	71 62 08 08
8	Desa	25 47 50 50	22	Maré	25 34 11 28	36	Trypano	25 33 29 41
9	Des Apôtres	51 44 58 58	23	Miniché	72 25 76 76	37	Wend La Laafi	25 43 12 13
10	Elite	25 41 91 77	24	Monderou	25 34 05 28	38	Wend lamita	25 34 15 87
11	Goulmou	25 43 63 05	25	Nouvelle	25 30 61 33	39	Yathrib	25 40 23 88
12	Hope	71 14 22 22	26	Panacea	25 36 66 88			
13	Indépendance	25 31 27 17	27	Pelega	25 35 05 01			
14	Jober	25 45 51 75	28	Rayib-Tiga	25 40 75 88			

ADRESSES UTILES

Ouagadougou

Pompiers: 18/ 25 30 69 48/ 30 69 47
Hôpital ambulance: 25 30 66 44 /45
ONEA: 22 22 76/77 25 34 34 60 - 80 00 11 11
SONABEL: 25 30 61 00
Aéroport: 25 30 65 15
Police secours: 25 30 71 00
Gendarmerie: 25 31 33 40

Pompiers: 18
Hôpital ambulance: 20 97 00 45/ 20 97 00 44
ONEA: 20 97 65 65/ 20 97 00 09/10 - 80 00 11 11
SONABEL: 20 97 00 60 / 98 22 30
Aéroport: 20 97 00 70
Burkina secours: 20 97 01 43
Police secours: 17
Gendarmerie: 20 97 00 59/ 20 97 00 33

Bobo-Dioulasso

Sciences-Campus Info

Magazine Scientifique et Universitaire

Science - Education - Politique - Société - Economie

Semestriel;

Presse en ligne;

Quotidien numérique gratuit

sur www.sciences-campus.info

✓ Couverture médiatique

✓ Publicité

✓ Communication



- **L'actualité des Centres de recherche**
- **L'actualité des écoles et universités**
- **L'actualité générale des 45 provinces en continue**
- **Les activités du gouvernement**
- **L'actualité internationale**

Un espace emploi



sur www.jobs-campus.com

L'actualité du monde pour les campus, l'actualité des campus pour le monde

Adresses: www.sciences-campus.info/ redaction@sc-mail.info

226 76609721/ 72080505/ 72072121

05BP5805 Ouaga02

Boulevard de Tensoaba à 500 mètres du SIAO